



L'Ile-de-France résiste dans un environnement morose

Au deuxième trimestre 2014, l'emploi salarié francilien est quasiment stable (+ 0,1 %). En un an, il progresse de 0,4 %, se rapprochant lentement de son niveau de 2008, soutenu par les secteurs de la construction, des services et du commerce. La suppression de postes dans l'intérim ralentit désormais. Le taux de chômage francilien est constant depuis trois trimestres et le nombre de demandeurs d'emploi a cessé d'augmenter au cours de l'été, pour la première fois depuis un an. La baisse des ventes de logements neufs s'accroît au deuxième trimestre. De janvier à août 2014, les créations d'entreprises sont plus nombreuses qu'il y a un an. Depuis l'été, la fréquentation hôtelière se rapproche des niveaux records des années 2011 et 2012.

Denis Rabadeux (Insee Ile-de-France), Athémiane Dahmouh (Directrice Ile-de-France)

Rédaction achevée le 22 octobre 2014

En un an, l'emploi francilien progresse très lentement

L'emploi salarié francilien reste quasiment stable au deuxième trimestre 2014 (+ 0,1 %). En province, l'emploi est stationnaire. Entre le deuxième trimestre 2013 et le deuxième trimestre 2014, l'emploi francilien progresse de 0,4 %, se rapprochant très lentement du point haut de 2008. Sur l'ensemble du territoire, il est très en dessous de son niveau de 2008 et à peine supérieur à son point bas de 2009.

La suppression de postes dans l'intérim continue à un rythme très atténué ce trimestre (- 0,4 %, après - 5,2 % entre les deux précédents trimestres).

Hors intérim, l'emploi salarié augmente de 0,1 % au deuxième trimestre 2014 et de 0,4 % en un an, soit un gain d'environ 20 000 emplois. Le secteur des services (hors intérim) reste le principal moteur des créations d'emplois dans la région. Avec presque 19 000 postes supplémentaires en un an, l'emploi dans les services marchands est en hausse de 0,7 %. Il poursuit sa progression dans les activités scientifiques, administratives et de soutien (+ 1,7 %, soit près de 15 000 emplois supplémentaires en un an). Dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, 2 500 emplois supplémentaires ont été créés (soit + 0,9 % en un an). L'emploi salarié tend désormais à se stabiliser pour les activités immobilières (- 0,2 %, soit 200 emplois de moins) grâce notamment à un deuxième trimestre 2014 en hausse. Il diminue par contre encore pour les activités financières et d'assurance (- 0,5 % soit 1 500 emplois supprimés).

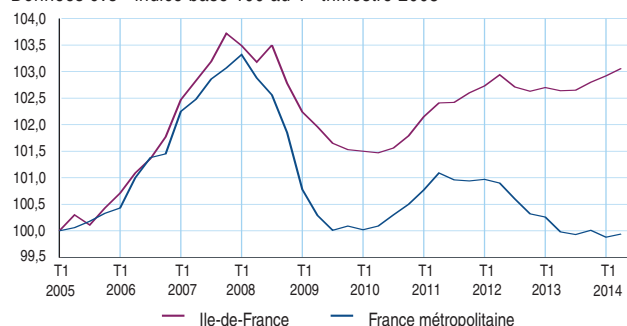
L'emploi recule toujours dans l'industrie (- 7 400, soit - 1,6 % en un an), et plus rapidement qu'au trimestre précédent (- 0,6 % contre - 0,2 % au premier trimestre). C'est le cas plus

précisément dans les secteurs de la fabrication de matériels de transports d'une part, et d'autres produits industriels d'autre part, qui à eux deux perdent près de 3 000 emplois, soit - 2,8 % en un an. Toujours dans l'industrie, la fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac est seule créatrice d'emplois, et ce de manière régulière depuis un an (+ 2,7 %, soit 1 300 emplois créés).

Dans le commerce, l'emploi continue de progresser (+ 0,9 % en un an, soit un gain de 6 000 emplois). Après l'augmentation quasi-continue de l'emploi dans la construction depuis la reprise de fin 2011, on observe désormais un léger fléchissement depuis le début de l'année (- 0,1 % chaque trimestre). Ce secteur a néanmoins généré 2 700 emplois supplémentaires en un an (soit + 1,7 %).

1 L'emploi salarié francilien continue sa lente remontée au deuxième trimestre 2014

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

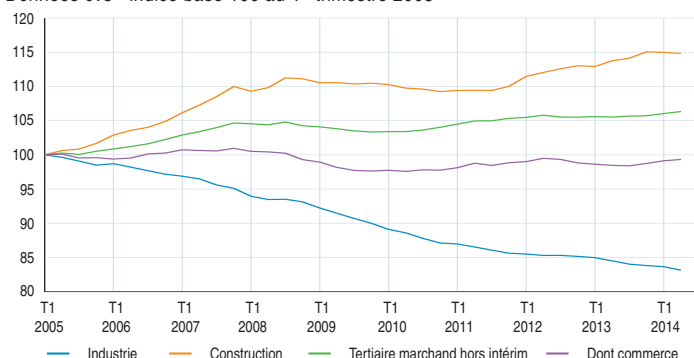


Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

2 La croissance du tertiaire marchand soutient toujours l'emploi francilien

Données cvs - indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



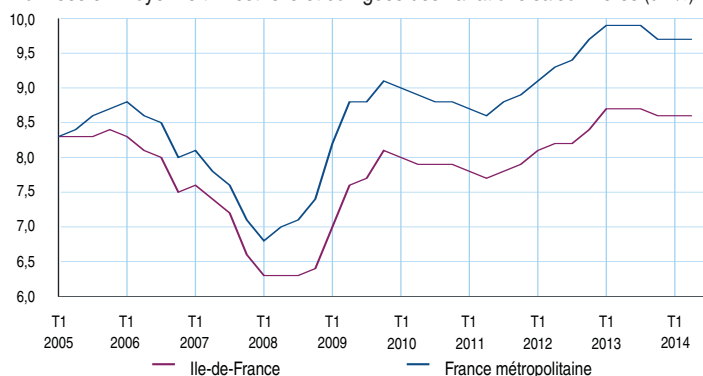
Source : Insee, estimations d'emploi

Le taux de chômage reste stable en Ile-de-France au deuxième trimestre 2014

Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage s'établit à 8,6 % de la population active en Ile-de-France. Il reste au même niveau qu'aux deux trimestres précédents, après une légère diminution entre le troisième et le quatrième trimestre 2013. Il est également stable en France métropolitaine où il stagne à 9,7 %. À un an d'intervalle, le taux de chômage a baissé de 0,1 point dans la région, soit légèrement moins qu'au niveau national (-0,2 point en France métropolitaine). Le chômage reste stable ou diminue dans la plupart des départements franciliens, hormis la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne où les taux de chômage augmentent de 0,1 point en un an. Les Yvelines ont le taux de chômage le plus bas (7,2 % au deuxième trimestre 2014) et la Seine-Saint-Denis le plus élevé (12,8 %).

3 Le taux de chômage francilien est stationnaire au deuxième trimestre 2014

Données en moyenne trimestrielle et corrigées des variations saisonnières (en %)



Source : Insee, taux de chômage localisés

En Ile-de-France, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux en août qu'en juillet

En août 2014, 898 720 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Ile-de-France. Parmi eux, 644 560 n'ont pas travaillé durant le mois précédent. Si le premier semestre 2014 a été marqué par une forte progression du nombre de demandeurs d'emploi, on observe une baisse au mois d'août (-0,7 % en catégorie A, et -0,8 % en catégorie ABC). Cette baisse avait démarré en juillet pour les seuls demandeurs d'emploi franciliens de catégorie A (-0,2 % contre +0,9 % en catégorie ABC). La baisse est moins franche au niveau national, s'élevant au mois d'août 2014 à -0,3 % en catégorie A et -0,1 % en catégorie ABC. Depuis fin décembre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a augmenté de 3,2 % en Ile-de-France comme en France métropolitaine.

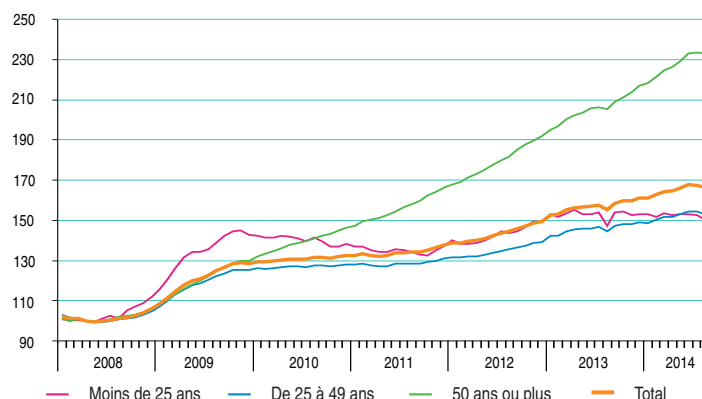
En catégorie A, les jeunes demandeurs d'emploi connaissent une baisse importante, atteignant 1,3 % entre juillet et août 2014. Ces deux mois affichent une rare accalmie chez les demandeurs d'emploi

seniors, dont le nombre reste stable alors qu'il n'avait cessé de croître fortement depuis plus d'un an. La demande d'emploi des femmes croît moins fortement (+2,5 % en catégorie A) que celle des hommes (+3,7 %), depuis le début de l'année.

Fin août, 382 160 inscrits en catégorie ABC sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an, soit 42,5 % des demandeurs d'emploi. Jamais un taux si élevé de demandeurs d'emploi de longue durée n'a été observé depuis le début des séries en janvier 1997. La demande d'emploi de longue durée continue à augmenter rapidement (+0,9 % en rythme mensuel sur les six derniers mois). L'évolution au mois d'août 2014 est cependant inférieure à ce niveau moyen, s'établissant à +0,4 %.

4 Baisse du nombre de demandeurs d'emploi plus marquée chez les jeunes de moins de 25 ans

Données cvs - indice base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares

Les créations d'entreprises augmentent deux fois plus vite qu'au plan national

L'économie francilienne a créé environ 91 000 entreprises au cours des huit premiers mois de 2014, soit une hausse de 4,5 % par rapport à la même période de l'année précédente (+2,3 % au niveau national). La période estivale, de juin à août, a même connu une légère accélération de ce rythme par rapport à la même période de 2013, à +5 %. Cette augmentation confirme le mouvement des créations d'entreprises initié depuis l'automne 2013.

Les activités de services continuent de dominer le nombre de créations, avec environ 26 300 entreprises créées entre janvier et août 2014, soit 5,8 % de plus qu'à la même période il y a un an. De même, les créations d'entreprises se situent à un niveau élevé dans les secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration : 22 700 entreprises y sont ainsi apparues au cours de ces huit mois, soit 7 % de plus que l'an dernier à la même période. La construction, avec 10 900 entreprises créées (+3,6 %), suit.

Les auto-entrepreneurs réalisent toujours une création d'entreprise sur deux. Le nombre de créations d'auto-entreprises augmente encore entre janvier et août 2014 en comparaison à la même période de l'année 2013, selon un rythme moins élevé que celui des autres entreprises créées (respectivement +3,7 % et +5,3 %), contrairement à ce qu'on observe sur le territoire métropolitain.

À la fin du mois de juillet 2014, le nombre de défaillances d'entreprises jugées au cours des douze derniers mois augmente par rapport aux douze mois précédents (+4 %), de manière légèrement moins marquée que ce qu'on observait à la fin du premier trimestre (+4,5 %). Cependant l'augmentation est plus forte en Ile-de-France qu'en France métropolitaine (+1 point) et l'écart tend à se creuser : c'est le rythme d'augmentation le plus important depuis le début des années 2010, même si, contrairement à ce qui est observé au niveau national, le niveau des défaillances en Ile-de-France reste bien en deçà du pic de décembre 2009.

5 Les créations d'entreprises progressent au début 2014

Créations d'entreprises	Cumul janvier-août 2014		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des auto-entreprises (en %)	Total créations	Auto-entreprises	Créations hors auto-entreprises
Industrie	3 012	59,0	5,5	9,4	0,3
Construction	10 908	38,2	3,6	14,0	-1,9
Commerce, transports, hébergement, restauration	22 663	43,8	7,1	7,3	6,9
Information et communication	7 786	51,9	-1,1	-10,8	12,1
Activités financières	2 524	18,3	5,6	2,0	6,5
Activités immobilières	2 614	22,9	13,1	62,9	3,7
Activités de services	26 345	55,7	5,8	4,3	7,7
Enseignement, santé, action sociale	8 026	62,0	2,7	3,9	0,8
Autres activités de services	7 016	67,7	-2,0	-5,6	6,6
Total Ile-de-France	90 894	49,9	4,5	3,7	5,3
Total France métropolitaine	354 123	52,0	2,3	2,9	1,7

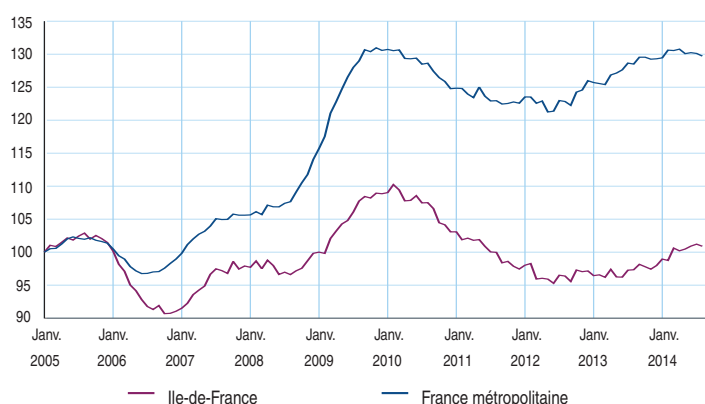
* Évolution du cumul de janvier à août 2014 par rapport au même cumul douze mois auparavant

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

6 Au deuxième trimestre 2014, hausse du nombre de défaillances jugées au cours des douze derniers mois en Ile-de-France par rapport aux douze mois précédents

En indice base 100 en janvier 2005



Source : Fiben, Banque de France

Les ventes de logements neufs en dessous de leur niveau du début 2013

La baisse des ventes de logements neufs s'accroît en Ile-de-France au deuxième trimestre 2014 (- 5,5 %), après - 0,6 % au premier trimestre. Ces ventes ont diminué de plus de 20 % par rapport au deuxième trimestre 2013 (- 12,1 % pour la France métropolitaine).

Les prix de vente de logements neufs au m² reculent de nouveau en Ile-de-France (- 2,4 % au deuxième trimestre 2014, tant par rapport au deuxième trimestre 2013 que par rapport au premier trimestre 2014).

Les prix de vente des logements anciens diminuent de 2 % en moyenne sur les douze derniers mois, et s'affichent désormais aussi à la baisse par rapport au premier trimestre 2014 (- 0,5 %). La tendance est un peu différente en province (- 0,8 % en un an, mais + 0,2 % par rapport au premier trimestre 2014).

Fin août 2014, le nombre de logements dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois est en baisse (- 9,9 % par rapport aux douze mois précédents, soit 46 500 logements commencés contre 51 600 sur les douze mois précédents). Le nombre de logements autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois recule aussi, mais dans une bien moindre proportion (- 2,5 % par rapport aux douze mois précédents, soit 65 000 logements autorisés contre 66 600 sur les douze mois précédents). Ces variations font suite à une période très « productive », qui a duré une douzaine de mois au cours des années 2012 et 2013. Le recul est sensiblement moins important que celui observé en province (-16,7 % sur les logements autorisés). La surface des locaux dont la construction est commencée au cours des douze derniers mois progresse encore (+ 3,9 % par rapport aux douze mois précédents). De même, la surface des locaux autorisés à être construits dans la région au cours des douze derniers mois augmente désormais de 7,6 % par rapport aux douze mois précédents.

Sources et définitions

Les **estimations trimestrielles d'emploi** sont fondées sur les évolutions d'emploi issues principalement des statistiques établies par les Urssaf à partir des déclarations des établissements versant des cotisations sociales. Tous les établissements sont pris en compte. L'Insee interroge également directement certaines grandes entreprises nationales sur l'évolution de leurs effectifs. L'indicateur d'emploi intérimaire est élaboré par la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries trimestrielles sont calées sur les estimations annuelles qui sont produites à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées). Ces estimations sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi répertorié au sens du Bureau international du travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée.

DEFM : les demandeurs d'emploi en fin de mois sont les personnes inscrites à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Catégorie A, B, C : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Catégorie A : personnes sans emploi immédiatement disponibles, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, n'ayant eu aucune activité au cours du mois.

Les **séries de taux de chômage localisés** sont révisées à partir de la publication des résultats du quatrième trimestre 2013. D'une part, le taux de chômage est revu à la baisse au niveau national suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête Emploi. Ce nouveau calcul situe le taux de chômage national à un niveau inférieur de 0,5 point par rapport aux données publiées antérieurement. D'autre part, la méthode d'estimation des taux de chômage localisés a été améliorée sur différents points concernant notamment l'emploi au dénominateur des taux de chômage localisés (amélioration de la méthode de passage de l'emploi au lieu de travail à l'emploi au lieu de résidence, information sur les travailleurs frontaliers...). Les nouvelles séries de taux de chômage régionaux et départementaux sont réropolées de ces deux effets : elles sont cohérentes sur l'ensemble de la période d'estimation.

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Banque de France : Kioé Masselier
 CERC Ile-de-France : Hervé Vibert
 Crois de la CCI Paris Ile-de-France : Mickaël Le Priol
 CRT : Aurélian Catana
 Direccte Ile-de-France : Bernard Simonin
 Douanes Ile-de-France : Sylvie Van Daele
 DRFIP : Eliane Dié
 Pôle emploi : Philippe Ricard
 PRIF : Christophe Centonze
 Région Ile-de-France : Florence Rey

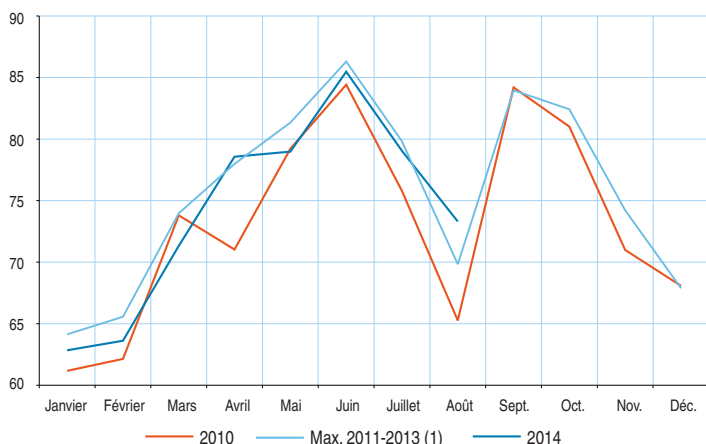
Aux deux tiers de l'année, l'activité hôtelière est soutenue

En Ile-de-France, l'activité des hôtels se situe à des niveaux relativement élevés depuis le mois d'avril 2014, et en particulier depuis le mois de juin. En effet, après un début d'année incertain, les taux d'occupation atteignent, voire dépassent, les maxima constatés au cours des mêmes périodes de 2011 à 2013. Cependant, entre janvier et août 2014, les nuitées ont légèrement régressé par rapport à la même période de 2013 (- 1 %), au même rythme qu'en année glissante, c'est-à-dire au cours des douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents.

Dans la région, le nombre de nuitées de la clientèle française s'est replié d'environ 460 000 au total depuis le début de l'année, soit - 2,4 % en un an sur la période de janvier à août 2014. Ce recul n'est pas constaté pour

7 Fréquentation hôtelière à des niveaux élevés depuis plusieurs mois

Évolution du taux d'occupation en Ile-de-France (en %)



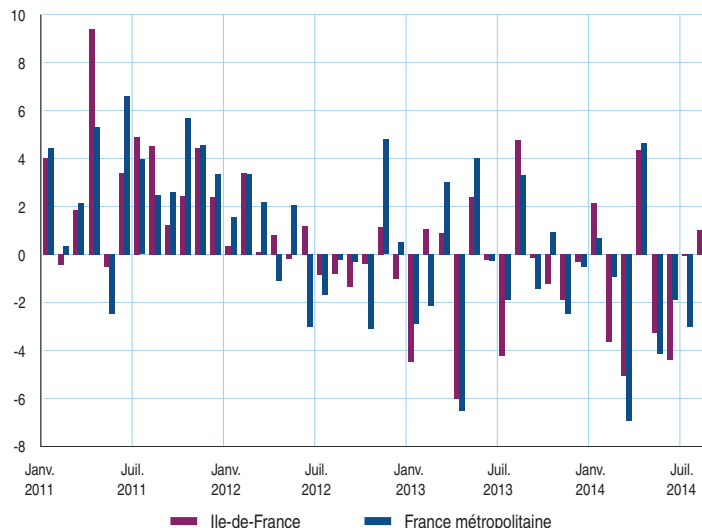
(1) Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2013.

Source : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

la clientèle étrangère, qui stagne en niveau. Comme le nombre de clients étrangers a augmenté (+1,8 %), la stabilité du nombre de nuitées étrangères est à relier à la diminution de la durée moyenne de séjour. C'est la clientèle en provenance du Proche et Moyen Orient qui est en plus forte progression : plus de 240 000 nuitées de plus par rapport à l'an passé, pour la période de janvier à août (+ 23,5 %). La fréquentation de la clientèle en provenance d'Espagne est aussi en forte hausse, avec une augmentation de 137 000 nuitées au cours de la même période, devant les Italiens (110 000 nuitées supplémentaires par rapport à l'année dernière pour ces huit mois).

8 Fréquentation des hôtels franciliens : perspectives d'évolution encourageantes

Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Source : Insee, DGCIS, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière

Contexte national : La reprise différée

Au deuxième trimestre 2014, l'activité a de nouveau stagné. La production manufacturière s'est nettement repliée (- 0,9 %), l'investissement des entreprises et les exportations ont déçu. L'économie française croîtrait à peine au second semestre (+ 0,1 % par trimestre), portant la croissance à + 0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages croîtrait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+ 0,8 %, après 0,0 % en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau. L'atonie de la croissance en France entraînerait un nouveau recul de l'emploi marchand (- 52 000 au second semestre, après - 12 000 au premier). Un plus grand nombre d'emplois aidés dans les branches non marchandes permettrait toutefois à l'emploi total de se stabiliser. La population active progressant légèrement, le taux de chômage augmenterait, de 0,1 point sur le second semestre, et atteindrait 10,3 % à la fin de l'année, soit le même niveau qu'à l'été 2013.

Contexte international :

Découplage entre pays anglo-saxons et zone euro

Au deuxième trimestre 2014, l'activité de la zone euro a stagné, avec notamment un repli de l'activité en Allemagne et en Italie. L'économie japonaise s'est également contractée. En revanche, la croissance est restée soutenue aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce découplage de l'activité entre pays anglo-saxons et zone euro perdurerait jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, la baisse du chômage continuerait de soutenir la demande intérieure et l'activité resterait dynamique. En revanche, dans la zone euro, le niveau élevé du chômage et l'atonie de l'investissement, en particulier en logement, continueraient de freiner la reprise. Au sein de la zone euro, l'activité serait plus dynamique en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. De leur côté, les pays émergents tournent au ralenti depuis les épisodes de tensions monétaires à partir du second semestre 2013. D'ici à la fin de l'année, l'activité s'y reprendrait un peu, mais freinée par les resserrlements budgétaires et monétaires passés.

Insee Ile-de-France
1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :
Sylvie Lagarde

Rédactrice en chef :
Christèle Rannou-Heim

ISSN (en cours)
© Insee 2014

Pour en savoir plus

- « La reprise différée », *Insee Point de conjoncture*, octobre 2014.
- « Économie francilienne : état stationnaire », *Insee Conjoncture Ile-de-France* n° 1, juillet 2014.

